



Palestine - La farce de la « solution à deux Etats »

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 20 décembre 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [PALESTINE](#)

Vendue à l'étalage des épiceries occidentales depuis 1993, la "solution à deux Etats" est un produit frelaté, une escroquerie notoire. La capitulation de l'OLP a offert à l'occupant, comme sur un plateau, l'opportunité inespérée d'accélérer la colonisation. Le désarmement unilatéral de la résistance a livré la Palestine en pâture aux appétits sionistes. Catastrophe politique, le processus d'Oslo a corrompu l'élite palestinienne et plongé ce mouvement national de libération, qui faisait jadis la fierté du monde arabe, dans les affres de la division.

Avec la complicité des dirigeants du Fatah, la colonisation sioniste a pulvérisé Jérusalem-Est et la Cisjordanie, tuant dans l'œuf la possibilité concrète d'un Etat palestinien. Comment peut-on bâtir un Etat viable sur les fragments épars d'un territoire rabougri ? Truffée de colonies, la Palestine a été laminée par le rouleau compresseur de l'occupation, rayée de la carte par la conquête sioniste. La Palestine d'Oslo n'est même pas un embryon d'Etat. C'est un mensonge auquel se cramponne une Autorité palestinienne moribonde et discréditée.

C'est la faute des "extrémistes des deux camps", dit-on parfois. Mais depuis quand le colonialisme est-il empreint de modération ? Et où a-t-on vu un peuple colonisé s'en remettre à la générosité du colonisateur pour obtenir justice ? Un artifice commode consiste à renvoyer dos-à-dos l'occupant et l'occupé, comme si une responsabilité partagée pesait sur leurs épaules. Il permet à la conscience occidentale de s'en tirer à bon compte en affirmant que tout est de la faute du Hamas et de Nétanyahou.

La réalité du conflit dépasse de loin, pourtant, ces deux protagonistes. Le sionisme n'est pas un nationalisme ordinaire, c'est une entreprise d'éradication. L'idée que deux Etats puissent coexister sur le territoire de la Palestine historique n'a aucun sens. Colonialistes lucides, les sionistes le savent bien. Icône du "processus de paix", le premier ministre Itzhak Rabin déclara devant la Knesset, en 1995, qu'il n'était pas question de créer un Etat palestinien, pas même un embryon d'Etat, ni maintenant, ni demain.

Bien entendu, on peut faire l'autruche et rêver d'un sionisme imaginaire, mais le sionisme réellement existant a peu d'appétence pour le partage territorial avec des autochtones récalcitrants. Ce qu'il veut, c'est toute la Palestine, "une Palestine juive comme l'Angleterre est anglaise", selon l'expression employée par le président de l'Organisation sioniste mondiale Haïm Weizmann s'adressant aux puissances occidentales en 1919. La spoliation territoriale, l'appropriation coloniale de la Palestine n'est pas un accident du sionisme, c'est son essence même.

Les Palestiniens le savent aussi, et ils n'ont pas attendu le fiasco du prétendu "processus de paix" pour s'en rendre compte. En septembre 1993, un "Front du refus" est né du rejet

immédiat des accords d'Oslo. Réunis dans le camp de Yarmouk, en Syrie, dix mouvements palestiniens forment "l'Alliance des forces palestiniennes". Organisations pro-syriennes, islamistes ou marxistes, elles dénoncent le marché de dupes du "processus de paix" et condamnent la politique du courant majoritaire de l'OLP. Ce qu'elles veulent, c'est la fin du sionisme et un Etat unique en Palestine.

Cette opposition à Oslo a été systématiquement occultée, notamment par les associations occidentales de soutien à la Palestine, généralement alignées sur la stratégie collaborationniste du courant majoritaire du Fatah. Cette coalition des forces d'opposition était pourtant beaucoup plus représentative de l'opinion que les futurs dirigeants de l'Autorité nationale palestinienne. Et aux élections du 25 janvier 2006 dans les Territoires, les résultats électoraux du Hamas (42,6%) et du FPLP (4,1%), clairement opposés au "processus de paix", dépassaient largement ceux du Fatah (39,6%).

Si l'on tient compte de l'opposition tout aussi catégorique des organisations basées en Syrie et au Liban, et dont les sympathisants ne pouvaient prendre part au scrutin, il est évident que les Palestiniens étaient majoritairement hostiles à ce qu'ils percevaient avec lucidité comme une véritable supercherie. L'absence de consultation des Palestiniens de la diaspora, en tout cas, a entaché la légitimité d'un processus auquel seuls les dirigeants de l'OLP et une bourgeoisie palestinienne installée dans les territoires avaient de bonnes raisons de trouver quelque intérêt.

Pour le peuple palestinien, en revanche, les accords d'Oslo n'ont porté que des fruits pourris. Ces traités inégaux ont accentué les divisions fratricides au sein du mouvement de libération. Ils ont fourni à l'occupant un moyen de pression permanent sur les Palestiniens, désormais captifs d'institutions de pacotille. Loin de permettre l'émergence de la Palestine, Oslo l'a anesthésiée. Le mieux qu'on puisse souhaiter pour les Palestiniens, c'est qu'ils mettent fin à cette farce, qu'ils rompent toute relation avec l'occupant et reprennent le flambeau du combat pour un Etat unique et démocratique en Palestine.

Bruno Guigue

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Bruno Guigue](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Bruno Guigue](#)

A propos :

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur

de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca